

Tunisie

En raison de la révolution tunisienne, la croissance devrait régresser, passant de 3.7 % en 2010 à 1.1 % en 2011.

Les deux grandes questions des disparités régionales et du chômage des jeunes diplômés, à l'origine de la révolution, devront être résolues très vite par le nouveau gouvernement.

Encore peu présents en Tunisie, les partenaires émergents investissent progressivement dans le secteur des phosphates.

Après l'immolation par le feu d'un jeune à Sidi Bouzid, à 265 km de Tunis, des lycéens, des jeunes et d'autres manifestants sont descendus à la mi-décembre dans la rue pour protester contre le chômage et le coût trop élevé de la vie. L'agitation et les violences entre manifestants et forces de l'ordre ont pris de l'ampleur dans d'autres régions de l'intérieur, à Jendouba, Kasserine, Le Kef et Gafsa, avant de s'étendre dans les grandes villes et la capitale. Ce mouvement de protestation sociale s'est soldé par le départ du président Zine El Abidine Ben Ali et de ses proches, le 14 janvier 2011, vers l'Arabie Saoudite. Son régime, au pouvoir depuis 23 ans, est tombé avec lui. L'onde de choc de la révolution tunisienne s'est propagée dans les pays voisins. Elle a aussi ébranlé la stabilité économique, sociale et politique du pays, en modifiant radicalement ses perspectives.

Les déficits budgétaire et courant devraient se creuser, à cause des effets de la révolution sur le tourisme et l'investissement étranger. La reprise s'annonçait prometteuse, grâce aux politiques macroéconomiques prudentes que la Tunisie poursuivait depuis des années. Des mesures avaient été prises dès le début de la crise mondiale de 2008/09. La croissance devrait néanmoins accuser un net ralentissement, ne dépassant pas 1.1 % en 2011 contre 3.7 % en 2010 et 3.0 % en 2009.

Sur le plan politique, le gouvernement intérimaire a la lourde charge d'organiser l'élection d'une assemblée constituante en juillet 2011, de mettre fin à la corruption et à la mauvaise gouvernance, de redresser l'économie et de répondre aux nombreuses revendications sociales. Le retour à la normale et les perspectives économiques de 2012 dépendront de la façon dont ces défis seront relevés. Pour contenir le mécontentement social, le gouvernement va devoir maintenir les subventions aux produits de première nécessité et à l'énergie. Il devra aussi créer des emplois, dans la fonction publique aussi bien que par le biais d'investissements publics. Avec l'augmentation des dépenses, le solde budgétaire devrait se dégrader en 2011 (-5.2 % du PIB) et en 2012 (-4.8 % du PIB) alors qu'il était resté modéré en 2009 (-2.7 % du PIB) et en 2010 (-2.6 % du PIB). L'inflation, à 4.4 % en 2010, a dépassé l'objectif initial fixé à 3 %. Elle devrait se maintenir à 4.7 % en 2011. Sur le plan extérieur, le compte courant sera affecté par la baisse des recettes touristiques et l'augmentation du déficit commercial. Le déficit courant devrait fortement augmenter, passant à 7.6 % du PIB en 2011, contre 4.7 % en 2010 et 2.8 % en 2009.

La Tunisie continue d'entretenir des relations privilégiées avec l'Union européenne (UE) et se rapproche des pays de la Ligue arabe et du Maghreb, avec lesquels plusieurs accords de libre-échange ont été signés. Les partenaires émergents sont encore très peu présents en Tunisie, malgré le caractère attractif du secteur des phosphates. Grâce à l'exploration pétrolière et une production minière en hausse, les exportations tunisiennes devraient se maintenir à plus de 30 % du PIB. Sur le plan social, la quasi-totalité des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) devrait être atteinte à l'horizon 2015. Cependant, la Tunisie devra s'attaquer à la cible 16, ainsi formulée : « En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile ». Le chômage des jeunes diplômés et les disparités fortes de développement, entre régions côtières et touristiques et l'intérieur du pays, ont été les éléments déclencheurs de la révolution. Ces problèmes étaient identifiés depuis longtemps par les autorités. Les réformes adoptées n'ont pas eu l'impact suffisant sur la compétitivité et la création d'emplois. La Tunisie n'a avancé qu'à petits pas sur la voie des réformes, affichant une grande prudence, souvent qualifiée d'excessive par les institutions financières internationales. Cette prudence a encore été renforcée par la crise mondiale de la fin 2008. De ce point de vue, la révolution représente une formidable opportunité pour l'accélération des réformes et l'amélioration de la gouvernance, de la compétitivité et du respect des droits de l'homme en Tunisie.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	3	3.7	1.1	3.3
Inflation IPC	3.5	4.4	4.7	4.6
Balance budgétaire % PIB	-2.7	-2.6	-5.2	-4.8
Balance courante % PIB	-2.8	-4.7	-7.6	-5.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414858>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (N)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412502>